

Programmes de formation et cours par e-learning Enquêtes financières et recouvrement d'avoirs



« Les praticiens de la justice pénale doivent nécessairement disposer d'une formation de qualité en matière d'enquêtes financières et de recouvrement d'avoirs, pour lutter contre ceux qui détournent des fonds publics à des fins d'enrichissement personnel.

Cette formation ne permet pas uniquement de doter les praticiens des compétences et connaissances nécessaires pour détecter, enquêter et engager des poursuites dans les cas d'infractions financières, mais elle peut également favoriser les changements de paradigme dans la capacité d'un organisme ou d'un état à cibler la corruption, le blanchiment des capitaux et les infractions connexes, et de récupérer les fonds illicites au profit des citoyens.

En décembre 2008, l'International Centre for Asset Recovery (ICAR) du Basel Institute a dispensé l'un de ses premiers programmes de formation aux enquêtes financières et recouvrement d'avoirs dans mon pays d'origine, à Madagascar. J'y avais participé en ma qualité de directeur juridique de la cellule de renseignements financiers de Madagascar, à l'époque. Je m'attendais à ce que la formation soit similaire aux nombreux autres cours ennuyeux et peu pertinents auxquels j'avais participé dans le passé, qui étaient généralement sans rapport avec la réalité locale.

J'avais tort. La méthodologie de formation de l'ICAR m'a immédiatement impressionné. J'ai découvert qu'il m'était possible d'appliquer les nouvelles compétences directement dans mon travail quotidien. J'ai tout de suite constaté qu'il s'agissait d'un moyen très efficace de dispenser des formations, particulièrement sur des sujets techniques et complexes comme le recouvrement d'avoirs, les enquêtes financières et l'entraide judiciaire internationale.

La méthodologie a été introduite par le premier directeur de formation, Tom Lasich, et développée par la suite sous la direction de Phyllis Atkinson.

Loin d'être générique, la formation est adaptée aux contextes du pays et à la législation et aux institutions locales spécifiques. Évidemment, il y a une théorie, mais celle-ci est associée à des situations et défis de la vie réelle. Les participants appliquent leurs nouvelles compétences et connaissances immédiatement, en travaillant en groupes pour mener des simulations d'enquêtes. Ils collaborent également avec des homologues d'autres agences et même, dans les formations régionales, d'autres pays.

Plus de dix ans plus tard, après avoir rejoint le Basel Institute en 2015, j'ai l'honneur de diriger une équipe talentueuse qui organise une série de programmes de formation dans les pays partenaires à travers le monde. Notre plus belle récompense : voir nos agences partenaires réaliser des résultats tangibles et adopter des techniques audacieuses et innovantes.



Thierry Ravalomanda

Directeur, Formation ICAR
Basel Institute on Governance



Programmes de formation

- 06 Faits et chiffres
- 07 Témoignages
- 08 À propos de la formation de l'ICAR
- 12 Équipe de formation
- 13 Coup d'œil sur les programmes
- 14 Enquêtes financières et recouvrement d'avoirs
- 15 Structures « offshore » et demande d'entraide judiciaire
- 16 Corruption dans les projets d'infrastructure et les marchés publics
- 17 Blanchiment des capitaux par les cryptomonnaies
- 18 Techniques d'audition pour enquêteurs financiers
- 19 Confiscation sans condamnation
- 20 Analyse opérationnelle avancée
- 21 Enrichissement illicite
- 22 Suivre la piste de l'argent dans les affaires d'infractions environnementales
- 23 Formation des formateurs
- 24 Formation régionale

Cours par e-learning

- 25 Basel LEARN
- 27 Renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO)
- 27 Analyse opérationnelle des déclarations d'opérations suspectes
- 28 Financement du terrorisme
- 28 Analyse financière réalisée avec Excel
- 29 Coopération internationale et demande d'entraide judiciaire
- 29 Analyse des sources et de l'utilisation des fonds
- 30 Visualisation des affaires et des flux d'argent

Depuis 2008, nous avons dispensé :



APPRENTISSAGE PRATIQUE



140+ programmes
de formation



dans plus
de 40 pays



à 4 000+
participants

10

Cours animés
par un formateur

Plus de 90 %

des participants à l'enquête
d'impact ont déclaré que la
formation a positivement
changé leur manière de
penser et de travailler

60 %

d'augmentation moyenne
des connaissances selon
les évaluations pré et post-
formation entre 2018 et 2023

Environ 100 %

des participants évaluent
les programmes de l'ICAR
comme étant « bons » ou
« excellents »

4

formateurs ICAR
à temps plein
+
formateurs régionaux
spécialisés en Amérique
latine et en Afrique



Des enquêteurs
et des procureurs
expérimentés



Spécialisés dans
le blanchiment
des capitaux et le
recouvrement d'avoirs



Combinaison de bonnes
pratiques avec les lois et les
contextes locaux

Commentaires des participants

« Pour la première fois, nous avons réuni des agences afin de bâtir une compréhension mutuelle et de travailler ensemble dans la lutte contre la corruption et des infractions associées. Aussi, pour la première fois, une formation externe a fait l'objet d'un concert d'éloges. »

« Les formateurs ont ouvert nos esprits de manière claire et concise aux développements internationaux de la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux, ce que nous espérons utiliser afin d'améliorer notre rendement en matière de qualité et d'efficacité. »

« Les formateurs sont parvenus à bien comprendre notre législation locale et s'en sont servis pour adapter la formation de manière pertinente à nos situations. »

« Une formation réellement utile, pas seulement en termes d'acquisition de nouvelles connaissances, mais pour la promotion d'une coopération plus active entre les différents services de détection et de répression. »

« Nous avons été très impressionnés par les formateurs, leurs connaissances approfondies, la quantité de recherche, de préparation et d'effort qu'ils ont investi pour assurer le succès de l'atelier. »

« L'exercice pratique d'une affaire réaliste était remarquablement préparé, ce qui a facilité la compréhension des problèmes. »



Apprentissage pratique : à propos de la formation de l'ICAR

Notre équipe a recours à des cours de formations pratiques et sur mesure pour aider les praticiens à développer des compétences en vue d'entamer des enquêtes et des poursuites dans des affaires d'infractions financières et de recouvrement d'avoirs illicites.

Notre concept de formation unique est basé sur :

- **des exercices pratiques et des tâches collectives interactives**
- **des outils et des compétences pratiques utilisables sur le champ**
- **un matériel didactique spécifique au pays pour assurer une pertinence maximale**
- **une adaptation complète au contexte, aux lois et aux institutions locaux**
- **la rapidité et la convivialité : apprentissage de compétences avancées en quelques jours seulement**
- **l'apprentissage de l'utilisation des dernières technologies**

Chaque cours de formation s'articule autour d'une simulation d'enquête de corruption et le blanchiment des capitaux adaptée à la législation, aux institutions et aux pratiques locales.

Les participants travaillent en groupes sur des tâches réelles, notamment en « suivant la piste de l'argent » et en réunissant et préparant les preuves à présenter au tribunal. Cette dynamique de groupe permet de faciliter la coopération inter-institutionnelle.





Pourquoi ?

Le processus de suivi des flux de fonds illicites en cherchant à geler les avoirs et à les confisquer est difficile. La piste de l'argent passe souvent par plusieurs pays avec différents systèmes juridiques et divers niveaux de transparence et de coopération.

Les programmes de formation d'ICAR sont conçus pour renforcer les compétences spécialisées en matière de droit, de comptabilité financière, d'analyse et d'enquête qui sont nécessaires aux praticiens. Ils permettent également de développer les capacités de coopération avec les juridictions étrangères en vue d'obtenir des preuves et d'exécuter des décisions de gel ou de confiscation.

Qui ?

Nos programmes de formation sont destinés aux praticiens du secteur

public, notamment les enquêteurs, les procureurs, les membres du pouvoir judiciaire, les analystes de renseignements financiers et les professionnels associés.

Les participants qui suivent l'intégralité du programme de formation reçoivent une attestation de formation.

Nous ne fournissons pas de formations individuelles. Les personnes qui cherchent à développer les compétences susmentionnées peuvent suivre des cours par e-learning gratuitement sur Basel LEARN (learn.baselgovernance.org).

Comment ?

Les participants « apprennent par la pratique » en travaillant ensemble sur des simulations d'enquêtes de la corruption et de blanchiment des capitaux.

Ils apprennent à suivre les traces des transactions financières jusqu'à

leur destination, et ce, à travers un multitude de transactions bancaires internationales et l'usage improprie des sociétés fictives offshore, des fonds fiduciaires, des échanges de cryptomonnaie, etc.

Les participants travaillent en groupes pour résoudre une affaire et présenter le résultat au « tribunal ». Ils prennent des décisions en matière d'actions d'enquête, comme notamment la surveillance, les mandats de perquisition, les auditions de témoins hostiles et le suivi des traces des flux financiers au delà les frontières internationales.

L'accent mis sur le travail d'équipe et l'intégration de représentants de différents services encourage la collaboration inter-**institutionnelle**.

Ces exercices pratiques sont accompagnés de présentations, d'ateliers et de cours par e-learning.



Où ?

Nous avons dispensé des programmes de formation dans plus de 40 pays sur cinq continents.

Nous travaillons généralement avec des praticiens des pays en développement et en transition. Les demandes provenant de juridictions plus avancées peuvent occasionnellement être acceptées moyennant une rémunération et sous réserve de disponibilité.

Nous sommes ouverts à l'éventualité de dispenser des programmes de formation virtuels lorsqu'une formation en présentiel s'avère difficile à réaliser. Les participants doivent disposer de leur propre ordinateur et d'une connexion Internet fiable.

Fonctionnement

Les demandes de formation proviennent généralement de la direction des services de détection et de répression, en particulier dans les pays où le Basel Institute et son International Centre for Asset Recovery sont actifs.

Une formation particulière peut également être recommandée en vue de combler des lacunes en matière de compétences identifiées au niveau des programmes d'assistance technique financés par les donateurs.

Avant de dispenser un programme de formation dans un nouveau pays, nous organisons généralement une mission exploratoire en vue de bien comprendre le système juridique,

la législation, les institutions et les pratiques en vigueur dans le pays. Ces informations nous permettent de préparer des cours de formation sur mesure, ce qui les rend aussi pertinents et utiles que possible.



Les coûts de nos programmes de formation comprennent les frais et les honoraires des formateurs. Ceux-ci sont négociés au cas par cas avec le pays partenaire ou l'institution de financement qui a fait appel à nos services de formation.

Veuillez nous contacter au +41 61 205 55 11 ou à l'adresse training@baselgovernance.org.

La carte ci-dessus illustre les emplacements dans lesquels nous avons dispensé des cours de formation en présentiel depuis 2009. Une couleur plus foncée désigne un plus grand nombre de formations dans le pays concerné.

Présentation de l'équipe de formation

Notre équipe de formation se compose de spécialistes internationaux en matière de blanchiment des capitaux et de recouvrement d'avoirs, y compris d'anciens procureurs et enquêteurs disposant de connaissances approfondies et d'expérience pratique. Nos connaissances de la législation, des systèmes juridiques et des pratiques nous permettent de partager non seulement les bonnes pratiques internationales, mais aussi des informations spécifiques aux pays.

En plus de notre équipe principale, nous avons des formateurs régionaux en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, et nous organisons certaines formations en collaboration avec des collègues du programme Green Corruption du Basel Institute.



Thierry Ravalomanda
Directeur,
Formation de l'ICAR

Formateur ICAR expérimenté depuis 2015, supervise et dispense des formations dans le domaine des enquêtes financières et du recouvrement d'avoirs dans le monde entier. Ancien magistrat ministère public et directeur juridique de la cellule de renseignements financiers à Madagascar, il possède une expérience approfondie dans l'analyse financière, la coopération internationale et la lutte contre le blanchiment des capitaux.



Tom Walugembe
Spécialiste senior,
Recouvrement d'avoirs

Ancien membre du parquet et avocat général qui a obtenu la première condamnation en matière de blanchiment de capitaux en Ouganda, parmi d'autres dossiers de criminalité économique très médiatisés. Il est diplômé du programme de formation des formateurs d'ICAR.



Peter Huppertz
Directeur,
Informatique et e-learning

Spécialiste en média éducatif, il est responsable du développement informatique et des outils numériques et du programme e-learning du Basel Institute on Governance, y compris la plateforme Basel LEARN. Formateur expérimenté dans les aspects techniques de l'analyse financière et de l'analyse de données, ainsi que dans la collecte de renseignements d'origine sources ouvertes.



Sergio Rodriguez
Spécialiste,
Recouvrement d'avoirs

Ancien assistant de procureur au Pérou, au sein d'une équipe spéciale d'enquête dédiée au complexe Lava Jato de corruption et de blanchiment d'argent. Professeur de droit et consultant auprès de plusieurs organisations nationales et internationales.



Emmanuel Mringo
Spécialiste,
Recouvrement d'avoirs

Ancien enquêteur et membre du parquet auprès de l'agence de lutte contre la corruption de Tanzanie, spécialisé dans les crimes économiques et de corruption. Diplômé du programme de Formation des formateurs d'ICAR.



Phyllis Atkinson
Conseillère senior,
Recouvrement d'avoirs

Directrice de formations de l'ICAR de 2010 jusqu'en 2023. Ancienne membre du parquet et avocate générale auprès de la Haute Cour et « Certified Fraud Examiner (CFE) », dotée d'une large expérience en enquêtes criminelles de grande envergure, en poursuites judiciaires et en demandes d'entraide judiciaire en Afrique du Sud et en formations partout dans le monde.



Anne-Claude Scheidegger
Spécialiste senior
Recouvrement d'avoirs

Ancienne procureure en Suisse, spécialisée dans la criminalité en col blanc au niveau cantonal et fédéral, traitant des affaires de corruption internationale et de blanchiment d'argent avec un fort accent sur la coopération juridique internationale. Enseignante en droit pénal, avec des contributions à des publications sur le droit pénal et la criminalité économique.



Erick Guimaray
Spécialiste senior,
Recouvrement d'avoirs

Ancien procureur national adjoint du Bureau national de lutte contre la corruption au Pérou et professeur de droit. Auteur de nombreux articles académiques, livres et chapitres sur des sujets liés au droit pénal économique et à la corruption, titulaire d'un doctorat en droit et d'un master en droit pénal.

Coup d'œil sur les programmes de formation

Enquêtes financières et recouvrement d'avoirs

Ce programme explique comment utiliser des techniques d'enquête judiciaire pour démontrer les différents éléments des infractions de corruption et de blanchiment des capitaux et entamer une action de recouvrement d'avoirs. Il s'agit de notre atelier de formation phare, qui constitue la base des autres cours.

Voir la page 14

Structures offshore et demande d'entraide judiciaire

Ce programme explique comment apprendre à se repérer dans le monde des banques et des structures juridiques offshore afin de comprendre de quelle manière les structures d'entreprise peuvent être utilisées à mauvais escient afin de dissimuler la propriété effective. Ce cours aborde également la manière de présenter une demande d'entraide judiciaire (DEJ) réussie.

Voir la page 15

Corruption dans les projets d'infrastructure et les marchés publics

Ce programme explique comment reconnaître et enquêter des cas de corruption et de fraude présumées dans le cadre des marchés publics et des projets d'infrastructure.

Voir la page 16

Blanchiment des capitaux par les cryptomonnaies

Ce programme explique comment détecter, enquêter et contrecarrer l'utilisation criminelle des cryptomonnaies et d'autres actifs virtuels pour blanchir les revenus provenant d'activités criminelles, et localiser et recouvrer ces avoirs.

Voir la page 17

Techniques d'audition pour enquêteurs financiers

Ce programme explique comment planifier et mener des auditions de manière à obtenir des informations financières plus détaillées et plus précises de la part des suspects, des témoins et des victimes.

Voir la page 18

Confiscation sans condamnation

Ce programme explique comment utiliser des procédures judiciaires pour saisir ou confisquer les avoirs d'origine criminelle sans avoir besoin d'une condamnation pénale spécifique.

Voir la page 19

Analyse opérationnelle avancée

Ce programme explique comment mener une analyse opérationnelle complexe, depuis la réception d'une déclaration d'opérations suspectes jusqu'à la diffusion des résultats de l'analyse aux autorités répressives.

Voir la page 20

Enrichissement illicite

Ce cours permet aux participants de comprendre la notion juridique de l'enrichissement illicite (ou richesse injustifiée) et appliquer les outils et techniques d'enquête financière spécifiques pour mener à bien des investigations en la matière.

Voir la page 21

Suivre la piste de l'argent dans les affaires d'infractions environnementales

Savoir tirer parti des techniques d'enquête financière pour prouver les infractions environnementales et les délits de blanchiment des capitaux associés, et engager des actions de recouvrement d'avoirs. Ce cours est particulièrement destiné aux praticiens qui s'occupent des infractions environnementales et des affaires connexes.

Voir la page 22

Formation des formateurs

Une série de cinq ateliers de formation destinés à former quatre à cinq candidats en tant que Formateurs certifiés du programme d'Enquêtes financières et de recouvrement d'avoirs.

Voir la page 23

Formation régionale

Ce programme a pour objectif de renforcer les compétences techniques et la coopération transfrontalière entre les autorités régionales pour assurer une meilleure gestion des affaires de blanchiment des capitaux et de corruption.

Voir la page 24

Enquêtes financières et recouvrement d'avoirs

Notre programme de formation phare permet aux participants d'acquérir les techniques fondamentales d'enquête judiciaire afin d'établir les différents éléments constitutifs des infractions de corruption et de blanchiment des capitaux et d'entamer une action de recouvrement d'avoirs.

« Le cours était excellent et les formateurs étaient exceptionnels au niveau de la méthodologie et de l'interaction humaine. Grâce à ces connaissances, j'espère contribuer à prouver que le crime ne paie pas. »

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Prérequis : achèvement du cours par e-learning sur l'analyse financière réalisée à l'aide d'Excel

Les participants apprennent à :

analyser de grandes quantités de données, recueillir et compiler des preuves prêtes à être présentées au tribunal et constituer d'une base pour la confiscation d'avoirs ;

utiliser les outils d'enquête financière pour prouver l'existence de revenus illicites ou inconnus et mener des analyses financières des relevés bancaires à l'aide d'Excel ;

utiliser des techniques d'enquête judiciaire afin d'identifier des témoins et des preuves ;

obtenir des renseignements et des preuves auprès de juridictions étrangères ;

entamer une action de recouvrement d'avoirs.

Les participants travaillent en groupe pour mener une enquête sur le directeur des travaux publics du ministère de Développement intérieur. Le suspect profite de son poste pour s'enrichir illicitement et achemine les fonds à travers plusieurs sociétés écrans locales et offshore. Les participants appliquent des techniques d'enquête telles que les renseignements d'origine sources ouvertes, la surveillance et les auditions. Ils suivent et analysent les relevés bancaires et les registres comptables. Les participants tirent parti des mesures de coopération internationale officielles et officieuses pour obtenir des preuves et récupérer les avoirs dissimulés en dehors de leur juridiction.

Un enseignement sur mesure et des discussions en groupe permettent aux participants d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour mener à bien la simulation d'enquête.

Structures offshore et demande d'entraide judiciaire

Il arrive fréquemment que les criminels exploitent les services bancaires et les entités juridiques offshore de manière abusive pour dissimuler leurs profits et se distancer de la propriété effective des avoirs criminels. Ce programme aborde les techniques utilisées pour dissimuler les revenus à l'aide de structures offshore et la manière d'obtenir des preuves auprès des juridictions étrangères à travers la demande d'entraide judiciaire.

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Les participants apprennent à :

mener des enquêtes sur des structures juridiques complexes utilisées par les criminels pour dissimuler le produit de leurs activités illégales, comme les fiducies (trusts), les sociétés offshore et les banques offshore ;

identifier la propriété effective des fiducies et des sociétés ;

suivre des pistes pour recueillir divers types de preuves ;

élaborer une demande d'entraide judiciaire.

« Le cours a été éducatif et particulièrement révélateur sur les moyens créatifs de suivre les délits de blanchiment des capitaux dans d'autres juridictions. »

« J'ai constaté que la documentation sur les sociétés et les transactions commerciales offshore était excellente. Cela me permettra de réaliser de meilleurs progrès dans certaines affaires dans le cadre de mon travail quotidien. »

Les participants travaillent en groupes pour réaliser une simulation complexe d'enquête de dépistage d'avoirs impliquant une superposition de structures offshore. Ce cours comporte deux affaires simulées distinctes.

Dans la première affaire, le directeur des marchés publics au ministère du Développement intérieur blanchit des revenus de pots-de-vin internationaux à travers un compte bancaire et acquiert des biens dans une juridiction étrangère. Les participants ont recours à des moyens de coopération internationale officiels et officieux pour obtenir des preuves et recouvrer les avoirs. Lors de l'achèvement de l'affaire, les participants doivent rédiger une demande d'entraide judiciaire (DEJ) officielle.

Dans la deuxième affaire, le directeur adjoint des marchés publics de l'Agence chargée de l'infrastructure du pays met en place plusieurs structures d'entreprise dans des juridictions offshore et de paradis fiscaux. Au cours de l'enquête, les participants découvrent les caractéristiques des structures tels que les fiducies (trusts) et les sociétés offshore, ainsi que le rôle des prestataires de services aux entreprises, des dirigeants prête-nom et des agents enregistrés. Les participants utilisent leurs lois pour obtenir des preuves et récupérer des avoirs dissimulés en dehors de leur juridiction.

Des présentations, un atelier sur les demandes DEJ efficaces et une analyse interactive des bonnes pratiques en matière de DEJ permettent aux participants d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour mener leurs enquêtes à bien.

Corruption dans les projets d'infrastructure et les marchés publics

Les marchés publics de biens et services créent des opportunités commerciales intéressantes, mais exposent également à des risques de pots-de-vin. Les projets d'infrastructures et de construction sont particulièrement exposés à la corruption. Ce programme de formation porte sur les manières d'identifier et d'enquêter sur les affaires de corruption et de fraude présumées dans le cadre des marchés publics et des projets d'infrastructure.

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Les participants apprennent à :

comprendre et détecter les types courants de corruption lors de la passation de marchés publics, notamment les pots-de-vin, la collusion, le truquage d'offres, les retro-commissions et les intérêts financiers non divulgués lors de l'adjudication des contrats ; établir les preuves de corruption dans ces mécanismes ;

identifier les lois pénales pertinentes et structurer les affaires de manière à prouver tous les éléments constitutifs de l'infraction.

« Ce programme de formation n'a pas uniquement servi aux enquêteurs d'acquérir des connaissances, mais a également permis d'améliorer l'efficacité de notre approche en matière d'enquête et du format de nos rapports. Il nous a permis d'économiser beaucoup de temps et de ressources. »

Les participants travaillent en groupes pour enquêter sur une simulation d'affaire de corruption

dans les marchés publics. Cette affaire porte sur un projet de construction routière. Le directeur adjoint des marchés publics de l'agence routière d'un pays reçoit des pots-de-vin pour attribuer des contrats à un entrepreneur privilégié. Les sociétés participant à l'appel d'offres se livrent à des pratiques collusoires pour augmenter les prix des contrats. Les participants identifient les signaux d'alerte associés à des manœuvres telles que le truquage d'offres, les appels d'offres collusoires, la fraude, les pots-de-vin et les retro-commissions. Ils réunissent des éléments de preuve afin de prouver ces actes et la perpétration d'infractions liées à la corruption et au blanchiment des capitaux.

Au cours des présentations et des ateliers de groupe, les participants examinent également des cas concrets qui illustrent comment les appels peuvent être truqués, comment les pots-de-vin sont générés, dissimulés et payés, et comment détecter et prouver ces paiements.



Blanchiment des capitaux par les crypto-actifs

Au cours des dernières années, les paiements financiers ont vu une vague sans précédent d'innovations technologiques avec le développement de nouvelles méthodes de paiement électroniques. Les cryptomonnaies et les autres actifs virtuels peuvent offrir aux criminels la possibilité de dissimuler la source de leurs revenus et de transférer leurs fonds à l'étranger sans être détectés. Ce cours aborde les moyens de détecter, enquêter et contrecarrer l'utilisation criminelle des crypto-actifs pour blanchir les revenus provenant d'activités criminelles, et localiser et recouvrer ces crypto-actifs.

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 3 jours sur place ; 4 jours en virtuel

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Les participants travaillent en groupes pour enquêter sur une simulation d'affaire de corruption et de blanchiment des capitaux dans laquelle le moyen de paiement utilisé est la cryptomonnaie Bitcoin.

L'affaire concerne le directeur des marchés publics au ministère de la Santé publique qui utilise des Bitcoins comme moyen de blanchir les produits de la corruption. Les participants dénouent un montage financier complexe et suivent la piste de l'argent à travers plusieurs juridictions. Ils analysent la chaîne de blocs (blockchain) de Bitcoin dans le but d'obtenir des preuves et de repérer des actifs virtuels et physiques à confisquer.

Les participants apprennent à :

maîtriser la technologie des crypto-actifs et la législation mise en place afin de réglementer leur utilisation ;

déterminer la manière selon laquelle les criminels peuvent utiliser les crypto-actifs pour blanchir les revenus provenant d'activités criminelles ;

suivre les opérations de Bitcoin à l'aide des outils en ligne accessibles au public ;

gérer les difficultés associées à la saisie et à la confiscation des crypto-actifs.

Les présentations aident les participants à appliquer leurs compétences fondamentales en matière d'enquêtes financières dans le monde des crypto-actifs.



Techniques d'audition pour enquêteurs financiers

La capacité d'obtenir des informations crédibles et précises des personnes visées constitue un élément critique de toute enquête. Ce cours aborde la planification et la conduite d'auditions de manière à obtenir des informations financières plus détaillées et plus précises de la part des suspects, des témoins et des victimes.

Aperçu général

Public cible : enquêteurs

Nombre de participants : jusqu'à 12 maximum

Durée : 5 jours

Lieu : sur place uniquement

Langue : anglais

Les participants apprennent à :

utiliser des techniques incluses dans des méthodologies, comme la technique d'audition PEACE (Planification et préparation, Engagement et explication, Acquisition du récit, Clôture et Évaluation) ou la méthode de l'audition cognitive (recréation des contextes d'événements et stimulation de la mémoire pour aider les témoins à se rappeler d'informations détaillées) ;

utiliser la technique de gestion des conversations développées pour être utilisées sur les suspects ou les personnes réticentes ;

élaborer un plan d'audition et mener les entretiens en se basant sur des documents relatifs à l'affaire, tels que des entrées de journal, des messages sur les réseaux sociaux, des relevés téléphoniques, des notes manuscrites et des documents financiers ;

créer une chronologie d'événements, établir les sources et l'authenticité des documents et localiser les informations financières.



L'affaire met en lumière les manœuvres utilisées par le directeur du programme médical de la santé rurale pour obtenir des avantages injustifiés, tels que des pots-de-vin et des dessous-de-table.

Les participants mènent une série d'auditions avec, entre autres, un dénonciateur, un soumissionnaire non retenu, un comptable, un témoin hostile et le suspect. Les auditions sont destinées à rassembler des preuves, et plus particulièrement des informations financières essentielles afin de révéler des détails supplémentaires sur les activités illicites.

Les présentations et les nombreuses simulations d'audition pratiques permettent aux participants d'acquérir de l'expérience dans l'utilisation des techniques susmentionnées.

Confiscation sans condamnation

Les lois relatives à la confiscation sans condamnation sont de plus en plus perçues comme un moyen efficace de recouvrer les avoirs illicites dans les cas où la confiscation pénale traditionnelle n'est pas possible, et ce afin de veiller à ce que « le crime ne paye pas ». Bien que les lois varient d'un pays à l'autre, elles permettent généralement d'avoir recours à des procédures judiciaires pour saisir ou confisquer des avoirs d'origine criminelle sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une condamnation pénale spécifique.

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Les participants apprennent à :

distinguer entre les objectifs et les procédures basées et non basées sur des condamnations ;

se familiariser avec les principes essentiels de la législation relative à la confiscation sans condamnation, notamment en ce qui concerne les exigences liées aux preuves ;

utiliser les outils appropriés pour enquêter, préserver et confisquer des avoirs ;

connaître les différences dans les dispositions et les approches juridiques ;

coopérer à travers les frontières internationales dans des affaires de confiscation sans condamnation.

« Je suis désormais plus confiant dans le processus de confiscation des avoirs par la voie civile, ce qui permet également de décourager la criminalité économique. »

Les participants mènent une simulation d'enquête spécifique à un pays dans le cadre d'équipes multidisciplinaires, durant laquelle ils identifient, saisissent et confisquent des avoirs sans avoir obtenu une condamnation pénale.

L'affaire concerne le directeur des marchés publics au ministère de l'Éducation qui semble mener un train de vie élevé et possède des biens luxueux de manière directe ou à travers des constructions juridiques complexes. Il se sert d'un labyrinthe d'opérations financières pour dissimuler la source, l'emplacement et la propriété des revenus provenant de la corruption dont il est soupçonné. Les participants travaillant en groupes identifient et suivent les indices, rassemblant plus de 50 documents justificatifs. Ils analysent des données bancaires, des opérations de cryptomonnaie et des relevés d'argent mobile, et auditionnent des témoins clés afin d'identifier les avoirs et de rassembler des preuves. Ils emploient ensuite la législation de confiscation sans condamnation appropriée de leur pays de manière stratégique pour recouvrer les avoirs illicites du suspect.

En enseignement sur mesure et des discussions de groupe fournissent aux participants des compétences et des connaissances qui leur permettent d'identifier les stratégies et techniques nécessaires pour aborder le cas.

Analyse opérationnelle avancée

L'analyse opérationnelle est une fonction essentielle de la cellule de renseignements financiers (CRF) et un élément important des enquêtes sur le blanchiment des capitaux. Ce programme de formation associe notre cours par e-learning en matière d'Analyse opérationnelle à un élément de formation personnalisée sur place.

« J'ai appris à analyser les relevés bancaires et à connaître le fonctionnement des cellules de renseignements financiers (CRF), à rédiger d'excellents rapports destinés à la diffusion et à obtenir l'aide de juridictions étrangères. Ces compétences me serviront dans mon travail d'enquêteur. »

Aperçu général

Public cible : représentants de cellules de renseignements financiers (CRF), enquêteurs et procureurs

Nombre de participants : 25 à 35 ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide de traducteurs

Prérequis : achèvement du cours par e-learning sur l'analyse opérationnelle

Les participants apprennent à :

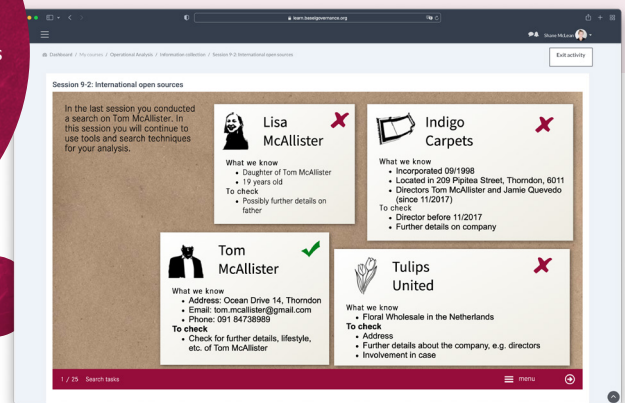
acquérir des connaissances et des compétences permettant d'analyser les déclarations d'opérations suspectes ;

comparer les informations supplémentaires pour ajouter de la valeur aux déclarations initiales d'opérations suspectes ;

mener une analyse structurée des divulgations basée sur les étapes du cycle de renseignements ;

fournir des évaluations écrites/orales à des fins de dissémination aux services de détection et de répression ;

mettre en place des mécanismes et des structures efficaces pour la coopération inter-institutionnelle et l'échange d'informations.



Les participants travaillent en groupes pour réaliser une analyse opérationnelle afin d'assurer un soutien à la simulation d'une affaire de blanchiment des capitaux.

L'affaire concerne le ministre des Travaux et des Transports, réputé mener un train de vie somptueux financé par les pots-de-vin qui lui seraient versés dans le cadre de contrats d'infrastructure attribués par le ministère. Pour confirmer l'hypothèse selon laquelle il aurait reçu des pots-de-vin et blanchi le produit de ceux-ci par l'acquisition de biens luxueux, les participants ont recours au cycle du renseignement. Ils effectuent des recherches dans les bases de données, recueillent des informations de sources ouvertes et de sources nationales et internationales fermées, analysent de grands volumes de données financières et collaborent avec les autorités locales pour enrichir les déclarations d'opérations suspectes initiales. Ainsi, ils transforment les informations recueillies en renseignements exploitables qui pourraient déboucher sur une enquête, des poursuites et une action en recouvrement d'avoirs couronnées de succès.

L'achèvement d'un cours interactif par e-learning (voir la page 25) et les discussions et blocs d'instructions pertinents dotent les participants des compétences nécessaires pour mener l'analyse.

Enrichissement illicite

Le cours sur l'enrichissement illicite se concentre sur cette infraction assimilée à la corruption largement adoptée, mais encore mal comprise et sous-utilisée. Le cours permette aux participants de comprendre la notion juridique de l'enrichissement illicite (ou richesse injustifiée) et d'appliquer les outils et techniques d'enquête financière spécifiques pour mener à bien des investigations en la matière.

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Prérequis : Achèvement du cours par e-learning sur l'analyse des sources et de l'utilisation des fonds

Les participants apprennent à :

identifier les éléments de l'infraction d'enrichissement illicite et comprendre les subtilités de la notion juridique en question ;

utiliser les méthodes d'enquête financière, telles que l'analyse des sources et de l'utilisation des fonds ou l'analyse de l'avoir net pour calculer le montant de richesse inexplicquée ;

appliquer des techniques d'enquêtes judiciaires telles que les renseignements d'origine sources ouvertes, la surveillance et l'entraide judiciaire pour localiser les avoirs appartenant ou liés au suspect ;

gérer les défis juridiques souvent associés à cette infraction particulière.

Nouveau!



Au cours des dernières années, de plus en plus de pays ont intégré le délit d'enrichissement illicite, également connu sous le nom de richesse inexplicquée, dans leur législation de lutte contre la corruption. Cette mesure répond souvent à des cas dans lesquels des fonctionnaires se sont enrichis illégalement pendant une certaine période ou ont accumulé des richesses qui ne peuvent être justifiées par rapport à leurs revenus légaux connus.

Il est souvent difficile et parfois impossible d'établir des liens entre la richesse inexplicquée et une infraction criminelle spécifique. Le programme de formation sur l'enrichissement illicite fournira aux participants les connaissances et les compétences nécessaires pour enquêter sur l'infraction et prouver l'existence de revenus illégaux/injustifiés à l'aide de différentes méthodes, y compris l'analyse des sources et de l'utilisation des fonds et l'analyse de l'avoir net (net worth analysis).

Suivre la piste de l'argent dans les affaires d'infractions environnementales

Ce programme de formation applique une approche de « suivi de la piste de l'argent » pour lutter contre le commerce illégal des animaux sauvages, les infractions forestières, l'exploitation minière illégale et d'autres infractions liées à l'environnement. Il est dispensé conjointement par des experts en formation de l'ICAR et des experts de l'équipe Green Corruption du Basel Institute.



Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, agences gouvernementales pour l'environnement

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide d'interprètes

Les participants apprennent à :

mener des enquêtes financières parallèles tout en enquêtant sur les affaires d'infractions environnementales ;

appliquer des outils et des approches pour les enquêtes financières dans les affaires d'infractions environnementales, dans le but de prouver qu'il n'y a pas eu d'infractions environnementales, mais aussi des délits de blanchiment des capitaux ;

intenter des actions pour recouvrer les revenus provenant de tels crimes.

L'affaire concerne un individu qui est présumé être un célèbre baron de l'exploitation forestière illégale, qui mène un style de vie luxueux et possède un certain nombre d'avoirs de grande valeur. À partir d'informations initiales mis à leur disposition, les enquêteurs suivent des pistes afin de recueillir des preuves, ce qui implique l'analyse des documents bancaires, la conduite des enquêtes de renseignement par sources ouvertes, l'audition des témoins et la conduite des perquisitions.

Un enseignement sur mesure, des discussions de groupe thématiques et des mini-ateliers permettent aux participants d'acquérir les compétences et les outils nécessaires pour faire avancer le cas.

Formation des formateurs

Le programme Formation des formateurs se compose d'une série de cinq ateliers de formation sur les enquêtes financières et le recouvrement d'avoirs. Il est destiné à former quatre à cinq candidats en tant que formateurs ICAR certifiés pour le programme en assurant en même temps la formation de 125 participants « ordinaires » pendant cinq sessions.



Les participants ordinaires suivent le programme de formation ordinaire sur les enquêtes financières et le recouvrement d'avoirs (voir la page 14).

Aperçu général

Public cible : enquêteurs, procureurs, représentants des cellules de renseignements financiers (CRF), juges

Nombre de participants : 25 à 35 par atelier, avec un total d'environ 125 ; quatre ou cinq candidats deviennent des formateurs ICAR certifiés

Durée : 5 jours par atelier ; un total de 20 jours, plus 6 jours supplémentaires de mentorat réservés aux formateurs sélectionnés

Lieu : sur place uniquement

Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide de traducteurs

Les participants sélectionnés à être formés en tant que Formateurs certifiés apprennent à :

dispenser indépendamment des présentations, animer les exercices pratiques et gérer les activités de la classe ;

posséder une compréhension technique de haut niveau des enquêtes financières et du recouvrement d'avoirs ;

intervenir en classe avec aisance et compétence ;

utiliser la méthodologie unique de la formation de l'ICAR.

Atelier 1

Les futurs formateurs certifiés sont sélectionnés parmi les participants.

Atelier 2

Les futurs formateurs observent le déroulement de l'atelier au sein d'un nouveau groupe de participants, puis suivent trois jours de formation sur le contenu et la méthodologie de l'ICAR.

Atelier 3

Les futurs formateurs dispensent deux présentations et animent l'exercice pratique, avec l'assistance des formateurs de l'ICAR. Cela est suivi d'un programme de mentorat de deux jours qui abordera tous les problèmes techniques, la gestion du programme et les suggestions d'amélioration.

Atelier 4

Les futurs formateurs dispensent toutes les présentations, animent l'exercice pratique et gèrent les activités en salle de classe, avec l'assistance d'un formateur ICAR senior. Cela est suivi par un jour de mentorat.

Atelier 5

Les futurs formateurs se chargent de préparer, d'organiser et d'animer l'atelier dans son intégralité, en plus de gérer la plateforme numérique de formation, les présentations, les exercices pratiques et la gestion de la classe, sous l'observation et la supervision d'un formateur ICAR senior. Au terme de cette formation, ils sont certifiés en tant que formateurs pour le programme de formation sur les enquêtes financières et le recouvrement d'avoirs.

Les participants qui souhaitent devenir des formateurs certifiés doivent exprimer leur intérêt et s'assurer que leurs agences s'engagent à autoriser leur présence durant les cinq ateliers.

Formation régionale

La nature transnationale et organisée de la corruption et du blanchiment des capitaux exige des efforts coordonnés entre les pays. Cette collaboration est d'autant plus importante entre les pays partageant des frontières et des interactions économiques et sociopolitiques communes.

Aperçu général

Public cible : les enquêteurs, les procureurs et les représentants des cellules de renseignements financiers (CRF) venant des pays de la région

Nombre de participants : 25 à 35 sur place ; jusqu'à 20 en virtuel

Durée : 5 jours

Lieu : sur place ou en virtuel

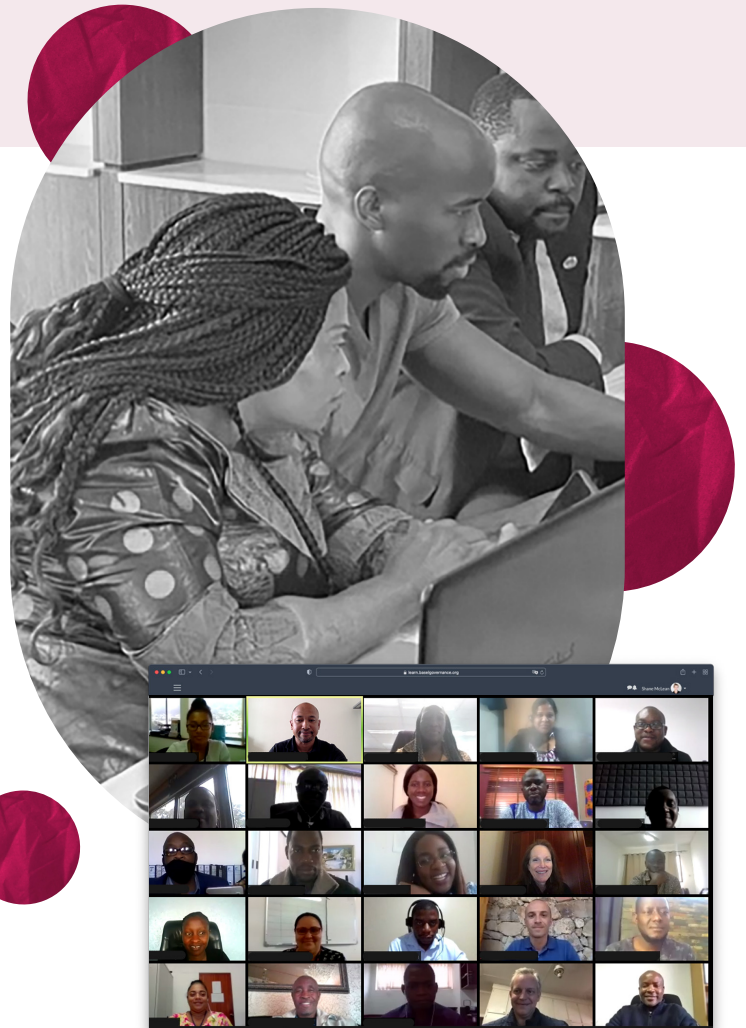
Langue : anglais ; d'autres langues sont disponibles à l'aide de traducteurs

Fonctionnement :

La formation régionale peut être coordonnée par un réseau régional de recouvrement des avoirs ou de lutte contre le blanchiment de capitaux. Dans ces cas, elle est souvent associée à des efforts visant à faciliter la collaboration et l'établissement de relations entre les différents membres du réseau.

Nous recommandons notre programme de formation sur les enquêtes financières et le recouvrement d'avoirs (voir la page 14) pour la formation régionale, car elle est bien adaptée au format.

Cependant, la plupart de nos modules peuvent être dispensés dans un format régional, avec la participation de praticiens de différents pays, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités régionales et la promotion de la mise en réseau et de la coopération transfrontalière.



eLearning courses

8

40,000+ eLearning users



Average rating by eLearning users

4.5/5

Basel LEARN

Basel LEARN, our online learning platform, offers a suite of self-paced eLearning courses on asset tracing, intelligence gathering and financial analysis. Available in several languages, the eLearning courses feature cases that are close to the everyday work of practitioners in the field.

Participants can choose from a variety of courses and complete them at their own pace. The courses include interactive exercises that allow them to practise and test their newly acquired knowledge and skills.

They also complement ICAR's instructor-led training programmes and are in some cases an integral part of the learning experience.

All courses are available at learn.baselgovernance.org free of charge. Simply register and start learning.

Upon completion, participants can download a certificate to prove their successful completion of the eLearning course.



“Very well tailored interactive course! Leading you through real case study case step by step until report writing at the end.”



“An amazing OSINT e-learning course full of useful tools, methods and resources, which was a good refresher and taught even me a couple of new tricks! I can highly recommend this course to anyone interested/ working in intelligence, finance, tech, security, etc.”



“In contrast to other courses this course is very interactive, having the participant completely hooked during its whole development.”

« Basel LEARN est notre centre de connaissances et de formation en ligne, qui a été inauguré début 2020, lors de l'apparition de la pandémie du Covid.

Nous l'avons initialement développé pour héberger nos cours en e-learning en auto-formation sur les enquêtes financières, le recouvrement d'avoirs et d'autres sujets connexes. Il devint du jour au lendemain notre principale plateforme pour la diffusion des programmes de formation de l'ICAR en ligne.

À l'heure actuelle, même durant les ateliers sur place, notre équipe de formation de l'ICAR utilise toujours les fonctions interactives de Basel LEARN. Les participants aux formations considèrent qu'il améliore considérablement l'expérience d'apprentissage en étant plus proche de la réalité des tâches des enquêteurs.

Suivant les commentaires positifs sur nos cours par e-learning, nous avons également introduit des éléments d'apprentissage hybride supplémentaires. Dans certains programmes de formation présentés dans cette brochure, les participants sont invités à suivre des cours par e-learning en auto-formation avant d'assister à l'atelier sur place.

Cela leur permet d'acquérir de nouvelles compétences et d'explorer les bonnes pratiques internationales avant d'appliquer ces « cas réels » à leurs propres contextes au cours de la formation en présentiel. L'apprentissage hybride maximise ainsi les avantages découlant de la formation en présentiel et des discussions avec notre équipe de formation.

Nos cours par e-learning sont également autonomes. Ils peuvent être suivis par des individus ou par des groupes dans le cadre d'un programme de développement professionnel. Nous avons même intégré dans certains cas les cours par e-learning aux plateformes d'apprentissage en ligne des agences partenaires.

Notre objectif est de toujours aider les praticiens à acquérir des compétences et des connaissances pratiques afin de lutter contre la criminalité financière. Basel LEARN représente un moyen de profiter pleinement de la technologie dans la formation en maintenant l'expérience d'apprentissage des participants au cœur du processus.

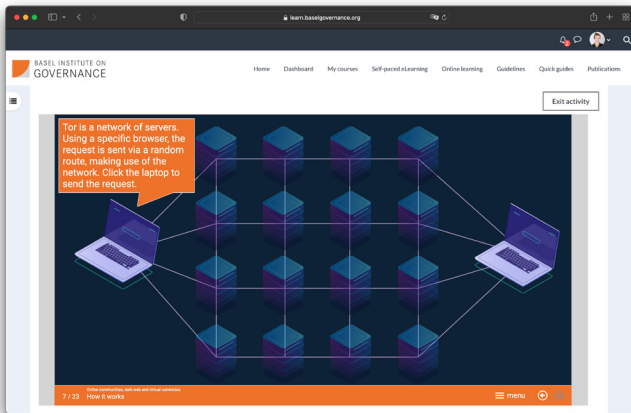


Peter Huppertz
Directeur,
Informatique et e-learning





Renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO)



Le renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO) est un élément central de la plupart des enquêtes sur la corruption et le blanchiment des capitaux.

Les informations et les preuves que vous pouvez recueillir à partir de sources accessibles au public peuvent faire la différence entre la réussite d'une enquête et l'arrivée à une impasse. Ce cours se sert d'une simulation d'enquête pour vous apprendre les bases de l'élaboration, de la conduite et de l'établissement d'un rapport sur le renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO).

Les participants apprennent à :

- préparer de votre environnement de recherche ;
- effectuer des recherches dans les bases de données du web ouvert et du web invisible ;
- analyser les enregistrements de domaine pour trouver des informations concernant des sites web ;
- utiliser les enregistrements mis en cache et archivés pour récupérer les anciennes versions des sites web ;
- recueillir des informations sur les sites de médias sociaux ;
- exploiter les informations visuelles et les métadonnées des images ;
- effectuer des recherches dans les communautés en ligne, les sites du *dark web* et les bitcoins ;
- préparer un rapport sur le renseignement d'origine sources ouvertes (ROSO).

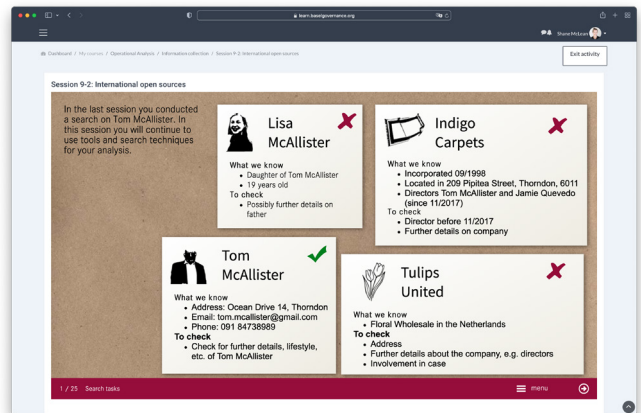
Le cours a été élaboré en collaboration avec notre programme Green Corruption, avec le financement principal de PMI Impact.

Langues : anglais, bahasa indonésien, bulgare, portugais, espagnol et ukrainien

Durée : 7 sessions ; une durée totale approximative de 5 heures



Analyse opérationnelle des déclarations d'opérations suspectes



L'analyse des opérations suspectes à la recherche d'activités associées à un blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme constitue une fonction essentielle des cellules de renseignements financiers (CRF).

Ce cours vous permettra d'apprendre à évaluer le risque d'activités suspectes et à analyser les déclarations d'opérations suspectes (DOS).

Ce cours a été développé en coopération avec le Groupe Egmont des CRF, et est basé sur le contenu de la formation dispensée sur l'analyse tactique dispensée sur place par le Groupe Egmont. Il s'adresse principalement aux analystes des CRF, mais est également utile à toute personne analysant des preuves dans le cadre d'une enquête financière. Ce cours fait partie d'un programme d'apprentissage hybride (voir la page 18).

Les participants apprennent à :

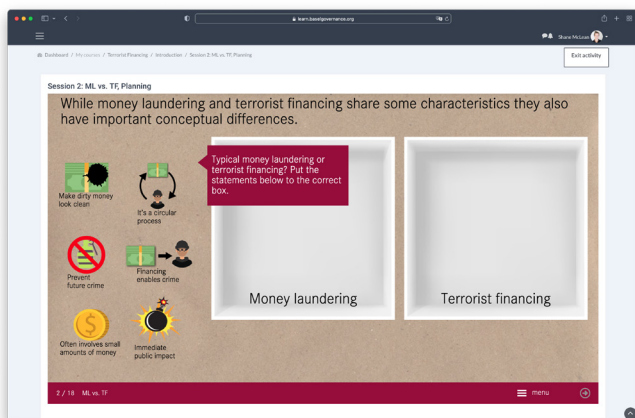
- comprendre les principales responsabilités incombant à une cellule de renseignements financiers (CRF) ;
- distinguer entre les informations et les renseignements ;
- évaluer le risque d'activités suspectes ;
- réaliser une analyse d'une DOS incluant toutes les étapes du cycle du renseignement : l'élaboration d'un plan de collecte et d'une hypothèse, la collecte, l'analyse et l'évaluation des informations, ainsi que la rédaction et la diffusion d'un rapport sur vos conclusions.

Langues : anglais, bulgare, français, portugais, espagnol et ukrainien

Durée : 15 sessions ; une durée totale approximative de 8 heures



Lutte contre le financement du terrorisme



Les systèmes et le renforcement des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) s'amplifient partout dans le monde.

Il est essentiel que les praticiens aient une compréhension claire et actualisée des menaces de financement du terrorisme, et des moyens permettant de les identifier, de les analyser, et de les signaler.

Les participants apprennent à :

- connaître les différents acteurs impliqués dans la lutte contre le financement du terrorisme ;
- comprendre les différences et les points communs entre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- découvrir les raisons pour lesquelles les groupes terroristes ont besoin de fonds, ainsi que les différentes sources de ces fonds ;
- effectuer des recherches et regrouper des informations sur les groupes terroristes ;
- repérer les indicateurs types de l'activité de financement du terrorisme ;
- élaborer des rapports et des graphiques visuels et les diffuser de manière appropriée.

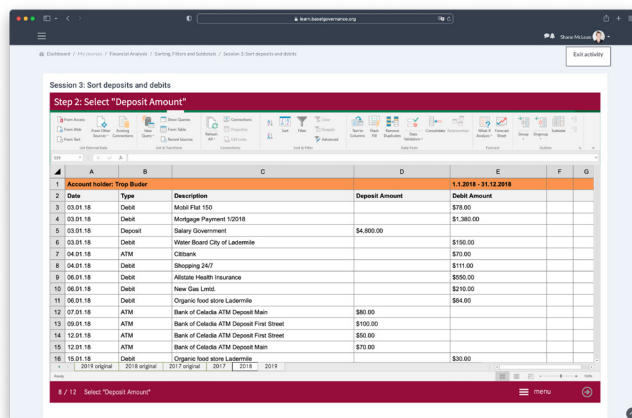
Ce cours a été développé en coopération avec le Groupe Egmont des cellules de renseignements financiers et est basé sur le contenu de la formation sur le financement du terrorisme dispensée sur place par le Groupe Egmont.

Langues : anglais, bulgare, français, letton, portugais et espagnol

Durée : 8 sessions ; une durée totale approximative de 5 heures



Analyse financière réalisée avec Excel



La plupart des enquêteurs considèrent Excel comme étant l'outil de prédilection pour l'analyse des informations financières.

Dans ce cours, vous utiliserez Excel pour organiser et analyser de grandes quantités de données telles que des dossiers bancaires, des factures, des relevés téléphoniques et des opérations commerciales.

Les participants apprennent à :

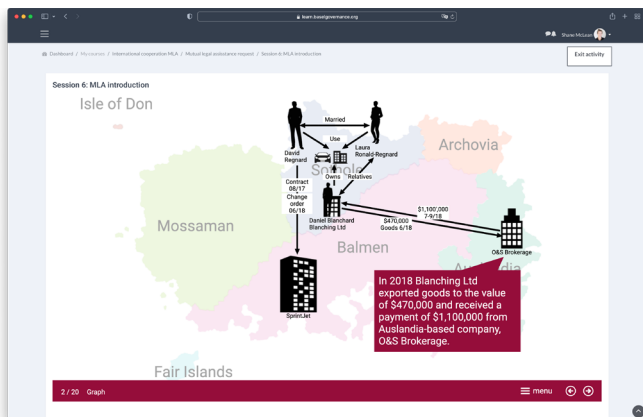
- protéger vos données contre toute modification accidentelle ;
- utiliser des fonctions simples pour repérer des opérations inhabituelles ;
- tirer pleinement parti des filtres pour trouver les données précises que vous recherchez ;
- utiliser des sous-totaux pour résumer vos données financières de manière instantanée ;
- créer des résumés interactifs à l'aide de tableaux croisés dynamiques ;
- découvrir également les caractéristiques types de l'utilisation illégale des comptes bancaires dans une mesure qui vous permet d'approfondir l'étude des possibilités d'analyse de données financières.

Langues : anglais, bulgare, portugais, espagnol et ukrainien

Durée : 9 sessions ; une durée totale approximative de 3 heures



Coopération internationale et demande d'entraide judiciaire



Les affaires de corruption et de blanchiment des capitaux nécessitent généralement des efforts d'enquête qui dépassent les frontières nationales.

Pourquoi ? Une société versant des pots-de-vin liés à un contrat peut se trouver dans un pays étranger. Les avoirs acquis ou utilisés par le suspect peuvent être enregistrés au nom d'une société étrangère. Un fonctionnaire corrompu peut assurer le blanchiment de pots-de-vin sur un autre territoire. La coopération internationale est essentielle à la réussite des poursuites. Par le biais d'une simulation d'enquête sur l'agent public « Daniel Regnard », vous développerez les compétences dont vous aurez besoin pour recueillir des informations et des preuves à des sources internationales.

Les participants apprennent à :

- connaître l'importance de la coopération internationale et les canaux internationaux que vous pouvez utiliser ;
- utiliser les informations sources ouvertes pour regrouper des renseignements ;
- demander des informations de manière officielle par l'intermédiaire des canaux utilisés entre les différents services de police et diverses cellules de renseignements financiers ;
- connaître les principes et les exigences juridiques de la demande d'entraide judiciaire (DEJ), ainsi que l'admissibilité des preuves étrangères dans les procédures pénales nationales ;
- rédiger des demandes d'entraide judiciaire efficaces et, le cas échéant, répondre à un refus.

Langues : anglais, bulgare, français, letton, portugais, espagnol et ukrainien

Durée : 10 sessions ; une durée totale approximative de 5 heures



Analyse des sources et de l'utilisation des fonds

Source and Application Analysis calculation, period 1/2019 to 6/2020																																					
Sources	Applications																																				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Description</th> <th>Amount</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Payments Health Insurance</td><td>\$2,200</td></tr> <tr><td>ATM withdrawals</td><td>\$4,430</td></tr> <tr><td>Cash deposits</td><td>\$2,630</td></tr> <tr><td>COOP grocery store</td><td>\$1,233</td></tr> <tr><td>Dividends General Electric</td><td>\$50</td></tr> <tr><td>Reservation Hotel La Grainetiere</td><td>\$1,542</td></tr> <tr><td>Loan payments house</td><td>\$27,000</td></tr> <tr><td>New Gas Ltd.</td><td>\$4,136</td></tr> <tr><td>Organic Food Store</td><td>\$4,419</td></tr> <tr><td>Plumb Done invoice INV 1736</td><td>\$1,300</td></tr> <tr><td>Government salary</td><td>\$68,400</td></tr> <tr><td>Yamaha motorcycle</td><td>\$22,500</td></tr> <tr><td>Balance 01/2019 Acct. 8347837</td><td>\$781</td></tr> <tr><td>Balance 06/2020 Acct. 8347837</td><td>\$36,377</td></tr> </tbody> </table>	Description	Amount	Payments Health Insurance	\$2,200	ATM withdrawals	\$4,430	Cash deposits	\$2,630	COOP grocery store	\$1,233	Dividends General Electric	\$50	Reservation Hotel La Grainetiere	\$1,542	Loan payments house	\$27,000	New Gas Ltd.	\$4,136	Organic Food Store	\$4,419	Plumb Done invoice INV 1736	\$1,300	Government salary	\$68,400	Yamaha motorcycle	\$22,500	Balance 01/2019 Acct. 8347837	\$781	Balance 06/2020 Acct. 8347837	\$36,377	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Total sources</th> <th>Total applications</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Neither</td> <td>Unknown/Illegal income</td> </tr> </tbody> </table>	Total sources	Total applications	0	0	Neither	Unknown/Illegal income
Description	Amount																																				
Payments Health Insurance	\$2,200																																				
ATM withdrawals	\$4,430																																				
Cash deposits	\$2,630																																				
COOP grocery store	\$1,233																																				
Dividends General Electric	\$50																																				
Reservation Hotel La Grainetiere	\$1,542																																				
Loan payments house	\$27,000																																				
New Gas Ltd.	\$4,136																																				
Organic Food Store	\$4,419																																				
Plumb Done invoice INV 1736	\$1,300																																				
Government salary	\$68,400																																				
Yamaha motorcycle	\$22,500																																				
Balance 01/2019 Acct. 8347837	\$781																																				
Balance 06/2020 Acct. 8347837	\$36,377																																				
Total sources	Total applications																																				
0	0																																				
Neither	Unknown/Illegal income																																				

Quand des preuves directes ne sont pas disponibles, l'analyse des sources et de l'utilisation des fonds est une méthode certes simple, mais extrêmement efficace pour prouver qu'une affaire de corruption ou de blanchiment de capitaux s'accompagne de revenus inconnus ou illégaux. Elle représente également un outil essentiel dans les affaires d'enrichissement illicite ouvertes dans des pays où cette pratique constitue une infraction.

La technique d'analyse des sources et de l'utilisation des fonds est une pratique largement utilisée dans les cas portant sur la richesse inexpliquée. Le cours est un prérequis au programme de formation en présentiel sur l'enrichissement illicite (voir la page 24).

Les participants apprennent à :

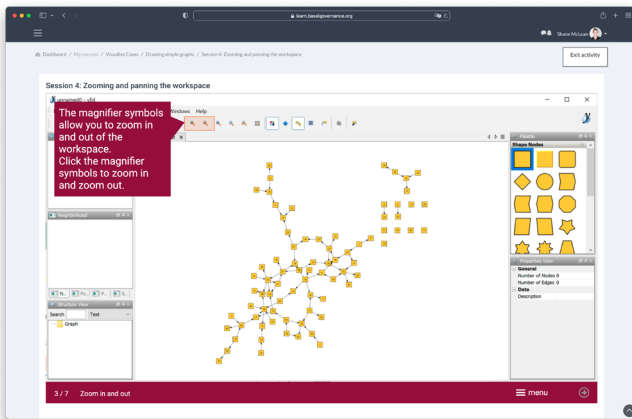
- comprendre comment des preuves indirectes, comme des registres bancaires, peuvent contribuer à établir le bien-fondé d'une affaire de corruption et/ou apporter des preuves dans des affaires d'enrichissement illicite ;
- calculer les revenus inconnus/illégaux d'un suspect à l'aide de la méthode sur les sources et l'utilisation des fonds ;
- rechercher les « sources » et l'« utilisation » des fonds de votre affaire.

Langues : anglais, bulgare, letton, portugais, espagnol et ukrainien

Durée : 7 sessions ; une durée totale approximative de 5 heures



Visualisation des affaires et des flux d'argent



Les enquêtes sur la corruption et le blanchiment d'argent impliquent souvent des structures complexes de personnes, d'entreprises et d'autres entités.

La présentation de ces éléments à un superviseur, à des collègues ou même à une salle d'audience est difficile. Un graphique ou un schéma illustrant à la fois les relations entre les diverses entités d'une affaire et les flux d'argent intervenant entre eux peut permettre à d'autres personnes de mieux les comprendre.

Les participants apprennent à :

- créer des graphiques clairs et explicites afin de présenter les entités de l'affaire qui fait l'objet de l'enquête ;
- visualiser des liens pertinents entre les entités concernées ;
- présenter les entités à l'aide d'images appropriées ;
- utiliser les fonctions de mise en page pour élaborer un graphique prêt à être analysé en quelques clics ;
- utiliser les données en format Excel pour créer des graphiques qui rendent les flux financiers compréhensibles ;
- ajouter des détails significatifs, comme des lignes plus épaisses pour illustrer des liens représentant des sommes d'argent plus importantes ;
- donner un caractère polyvalent au graphique, par exemple en l'exportant vers un format PowerPoint.

Langues : anglais, bulgare, ukrainien

Durée : 10 sessions ; une durée totale approximative de 3 heures

Bientôt, nouveaux cours par e-learning →

Techniques de collecte de données

Analyse des données pour les enquêteurs

Enquête sur les crypto-actifs

À propos de nous

Le Basel Institute on Governance est un organisme indépendant à but non lucratif qui œuvre dans plusieurs secteurs pour lutter contre la corruption et améliorer la qualité de la gouvernance. L'Institut est une fondation suisse dont le siège se trouve à Bâle. Ses activités revêtent un caractère international, avec des opérations sur le terrain dans le monde entier. Le Basel Institute on Governance est un institut associé de l'Université de Bâle.

L'International Centre for Asset Recovery (ICAR) est un centre spécialisé du Basel Institute on Governance qui collabore avec les états partenaires pour renforcer leurs capacités à recouvrer les avoirs illicites.

Les équipes d'ICAR accordent une importance particulière au mentorat pratique sur les méthodes appliquées pendant les enquêtes et les stratégies de confiscation et de poursuite judiciaires, ainsi qu'à la coopération internationale. Leur objectif comporte deux volets : renforcer les capacités et faire avancer efficacement les affaires jusqu'au stade de recouvrement.

En plus d'élaborer et de dispenser la formation sur mesure présentée dans cette brochure, nos spécialistes ICAR soutiennent les processus de réforme législative et institutionnelle et travaillent en collaboration avec d'autres organisations internationales pour promouvoir l'innovation et le dialogue politique mondial sur le recouvrement des avoirs.

En savoir plus sur le site :
[baselgovernance.org/
asset-recovery](https://baselgovernance.org/asset-recovery)



L'International Centre for Asset Recovery (ICAR) est un centre spécialisé du Basel Institute on Governance.

Basel Institute on Governance
Steinenring 60
4051 Bâle, Suisse
info@baselgovernance.org
www.baselgovernance.org



Associated Institute of
the University of Basel

